

## Grèce : la BCE lance un coup d'Etat financier

PAR MARTINE ORANGE  
ARTICLE PUBLIÉ LE JEUDI 5 FÉVRIER 2015

La banque centrale a lancé un ultimatum au gouvernement grec en annonçant la suppression de lignes de financement des banques grecques, qu'elle acceptait depuis 2010. Cette décision entend l'obliger à se soumettre aux termes voulus par Bruxelles. Mais la ligne dure adoptée par la BCE est gravement irresponsable : la Grèce n'est pas à l'abri d'une faillite désordonnée ni d'une panique bancaire.

À quoi joue la Banque centrale européenne (BCE), si ce n'est au pompier pyromane ? Alors que le premier ministre grec, Alexis Tsipras, et le ministre des finances, Yanis Varoufakis, bousculent tous les agendas et vont de Berlin à Londres, en passant par Paris et Rome, pour tenter d'élaborer un nouvel accord sur le sauvetage de la Grèce, le comité de la BCE a décidé, par une seule mesure technique, de mettre le nouveau gouvernement de Syriza dos au mur, mercredi 4 février.

Les responsables de la banque centrale ont annoncé que l'institut monétaire mettait un terme à partir du 28 février – dans les faits, la mesure devrait prendre effet dès le 11 février pour des raisons techniques – à la clause qui lui permettait d'accepter les titres grecs, classés aujourd'hui en *junk bonds*, que les banques grecques placent en dépôt de garantie pour obtenir des crédits bancaires. Pour les banques grecques, privées de tout accès aux financements interbancaires, ce dispositif est essentiel pour assurer leur financement. La BCE, obligée par ses statuts de n'accepter que des titres sûrs (notés A), avait décidé de faire une exception pour tous les pays en crise de la zone euro, à commencer par la Grèce, dès 2010, afin d'assurer la

stabilité financière du système bancaire. Brusquement, l'institut monétaire semble se poser des questions sur des titres qu'elle a acceptés depuis près de cinq ans.



Jean-Claude Juncker et Alexis Tsipras © europa

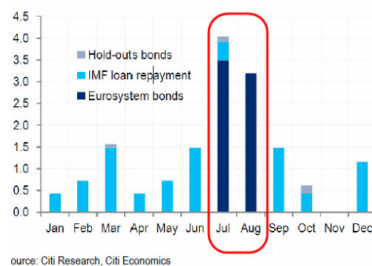
Pour justifier cette volte-face – imposée par la Bundesbank, affirment certains observateurs financiers –, la BCE met en avant les règles et, naturellement, les fameux traités européens. « *La décision du comité a été prise compte tenu du fait qu'il n'est actuellement pas possible de tenir pour acquis un accord sur la révision du programme (du sauvetage grec - ndlr) et est en ligne avec les règles existantes du système monétaire européen* », dit le communiqué.

L'institut monétaire précise que les banques grecques pourront toujours avoir accès aux lignes de liquidité d'urgence (ELA) mises à disposition par la banque centrale grecque. Des termes techniques incompréhensibles pour la majorité, qui risquent seulement d'affoler un peu plus.

Dans l'urgence, le ministère grec des finances a publié un communiqué, cherchant à rassurer et à minimiser la situation. Il y affirme que les banques grecques sont bien capitalisées et ne risquent rien. Avant d'ajouter : « *La BCE, en prenant cette décision, fait pression sur l'Eurogroupe afin de conclure rapidement un nouvel accord entre la Grèce et ses partenaires, au bénéfice de tous.* »

À la seule publication du communiqué de la BCE, les financiers sont redevenus très nerveux. Les questions se reposent sur la solidité de la zone euro. Certains évoquent une panique bancaire en Grèce, voire une nationalisation du système bancaire grec poussant le pays vers la sortie de la zone euro. Un scénario qu'avait imaginé Goldman Sachs à la mi-décembre et qu'il a affiné il y a quelques jours, soulignant que le moindre faux pas pouvait par enchaînement conduire à une situation explosive en Europe.

La mesure de la BCE relève d'une grande irresponsabilité. Pour les Grecs, la décision de la BCE risque d'avoir une traduction simple : leurs banques n'ont plus le soutien de la banque centrale européenne. Il ne pouvait y avoir plus mauvaise annonce au plus mauvais moment. Elle revient à verser de l'essence sur un foyer enflammé. Depuis l'annonce des élections anticipées, fin décembre, les banques grecques font face à une fuite de capitaux sans précédent. Le chiffre de 100 milliards d'euros circule dans les milieux financiers. Selon l'agence Bloomberg, 14 milliards d'euros auraient été retirés des comptes bancaires en janvier avant les élections législatives. Comment la situation va-t-elle évoluer dans les jours à venir ?



Le calendrier de remboursement pour la Grèce en 2015

Même si la situation ne tourne pas au tragique, elle place le gouvernement grec dos au mur. La tournée diplomatique éclair qu'ont décidé de faire les responsables de Syriza ne relève pas seulement de l'exploitation d'un moment politique : le gouvernement grec, fort de son succès électoral, ne sera jamais dans une meilleure position de force pour négocier des changements, réclamés par toute la population grecque. Mais elle répond aussi à une urgence économique. Alors que le dernier plan de sauvetage arrive à son terme, le gouvernement grec doit faire face à des échéances financières hors de sa portée : la Grèce doit rembourser plus de 20 milliards d'euros dans l'année. Dès mars, il lui faut 1,5 milliard d'euros pour faire honorer les prêts du FMI, 9 milliards dans l'année. Fin juillet et fin août, Athènes doit aussi rembourser 7,7 milliards de prêts détenus par la banque centrale européenne (BCE).

Ces échéances sont connues de longue date. Dès 2013, le FMI s'alarmait de ce mur de dettes que devrait affronter la Grèce. Les responsables européens avaient

renvoyé l'obstacle sous la table, affirmant que d'ici là, Athènes aurait résolu tous ses problèmes. Grâce aux miracles de sa politique d'austérité, elle aurait de nouveau accès aux marchés financiers. Comme depuis le début de la crise de l'euro, rien ne s'est passé comme prévu. La Grèce est toujours sous assistance respiratoire et dans l'incapacité de trouver des financements sur les marchés.

Nul doute que l'ancien premier ministre grec, Antonis Samaras, en provoquant des élections législatives précipitées dès fin janvier, avait aussi ce calendrier en tête. Il savait que la Grèce était dans une impasse, dans l'incapacité d'honorer ces échéances. Les responsables européens, le président de la commission européenne Jean-Claude Juncker et Angela Merkel en tête, le savaient parfaitement aussi. En acceptant des élections législatives qui ne pouvaient que placer Syriza au pouvoir, leur calcul n'était-il pas d'imposer au nouveau pouvoir de gauche la froide réalité de la situation financière de la Grèce et de l'obliger à plier et endosser à son tour l'austérité ?

Dès son arrivée au pouvoir, Alexis Tsipras, a annoncé qu'il renonçait à la ligne de crédit de 7 milliards d'euros versée par la Troïka. L'accepter aurait été d'emblée se soumettre à toutes les conditions imposées par la Troïka. C'est-à-dire faire l'inverse de ce qu'il a promis à ses électeurs. Le gouvernement grec a expliqué qu'il pouvait s'en passer car les comptes étaient à l'équilibre. Dans les faits, la situation est beaucoup moins tranquille que le soutient Syriza. Les comptes sont repassés dans le rouge à la fin de l'année. Les rentrées fiscales se sont asséchées depuis l'annonce des élections législatives. Le gouvernement d'Antonis Samaras a utilisé tous les expédients. Il a quitté le pouvoir en laissant derrière lui un désert : toutes les lignes et les facilités financières qui ont été consenties à la Grèce dans le cadre du plan de sauvetage ont déjà été épuisées.

Pour faire face aux échéances pressantes de mars et faire la jonction, en attendant la conclusion d'un nouvel accord, le gouvernement grec, inspiré par son conseiller Matthieu Pigasse, banquier chez Lazard semble-t-il, a imaginé de s'appuyer momentanément

sur les banques grecques. Celles-ci souscriraient aux titres émis par le gouvernement et les re-déposeraient en garantie ensuite auprès de la banque centrale pour obtenir des liquidités. « *Nous avons besoin de six semaines pour mettre en place un nouveau plan. Laissez-nous un peu de temps* », a redit Alexis Tsipras, lors de sa rencontre avec François Hollande mercredi à l'Élysée. C'est précisément ce que vient de lui refuser la BCE, au nom de la pureté des règles.

### Coup d'État financier



Yanis Varoufakis, le 4 février à la BCE © Reuters

Quelques heures auparavant, le ministre grec des finances avait pourtant rencontré Mario Draghi, le président de la BCE, à Francfort. Il en était ressorti avec le sentiment que la rencontre avait été fructueuse. « *La BCE est la banque centrale de la Grèce* », avait-il déclaré, reconnaissant le statut de dépendance dans lequel vit Athènes par rapport à Francfort. « *La BCE fera tout ce qui est en son pouvoir pour soutenir les États membres de la zone euro. Je n'ai pas de doutes que nous pourrions conclure nos discussions avec nos partenaires européens, aussi bien qu'avec le FMI et la BCE, dans un très court laps de temps, de façon à faire redémarrer l'économie grecque* », avait ajouté Yanis Varoufakis.

Qu'est-ce qui a changé en ces quelques heures ? Pourquoi la BCE a-t-elle adopté une ligne dure, qui ressemble à un ultimatum, demandant une reddition sans conditions au gouvernement grec, afin de l'obliger à remettre ses pas dans ceux de ces prédécesseurs qui ont gravement échoué ? Sa position est d'autant plus inexplicable que le débat sur la Grèce est en train d'évoluer en Europe. « *Je ne doute pas que les Européens aboutissent à un accord* »,

pronostiquait mardi un membre de la banque centrale d'Angleterre. Une position largement partagée par les milieux financiers.

Même si les responsables de Syriza n'ont pas obtenu un soutien inconditionnel des autres États européens, ils ont réussi en quelques jours à faire bouger les lignes, d'autant qu'ils ont adouci leur discours. Au mot "effacement de dettes", véritable chiffon rouge pour les Européens, ils ont substitué celui de "restructuration". Yanis Varoufakis a proposé d'échanger les titres de dettes détenus par les Européens contre des titres dont les intérêts seraient liés à la croissance nominale du pays. Un mécanisme déjà mis en œuvre lors de l'annulation de la moitié de la dette allemande en 1953. Les titres de la BCE seraient, eux, échangés contre des titres de dettes perpétuelles, les intérêts étant toujours payés mais le capital jamais remboursé.

Leurs discours ont rencontré quelques échos. À Londres, le ministre des finances, George Osborne, reprenant les critiques du gouvernement de la banque centrale d'Angleterre, a plaidé pour une politique de croissance en Europe, afin de stabiliser l'économie du continent et du monde. À Rome, le premier ministre Matteo Renzi s'est lui aussi rallié à un changement de politique en Europe. L'attitude du gouvernement français, qui pourrait pourtant avoir un rôle central dans la redéfinition de la politique européenne, a été plus louvoyante. Le dimanche, le ministre des finances, Michel Sapin, assurait que la France était aux côtés de la Grèce. **Mais le mardi, il affirmait que la Grèce devait respecter ses obligations**, redisant l'alignement inconditionnel de la France sur l'Allemagne. « *Il ne sert à rien de vouloir opposer des pays de la zone euro entre eux, et surtout pas la France et l'Allemagne parce que de toute façon (...), les solutions qui pourront être trouvées pour accompagner la Grèce, tout en faisant en sorte qu'elle respecte un certain nombre d'engagements, passeront par un accord entre la France et l'Allemagne* », a-t-il déclaré à Reuters. Mercredi, François Hollande, à l'occasion de la visite d'Alexis Tsipras, a fait la synthèse, parlant d'une politique de croissance dans le respect des traités.

Même le président des États-Unis, pourtant discret sur la politique européenne, s'est mêlé pour une fois au débat. **Il demandait dimanche** « *de ne plus pressurer les pays en dépression* » et recommandait « *une stratégie de croissance afin de leur permettre de payer leurs dettes* ». Ces déclarations sonnent comme un avertissement pour l'Europe, accusée d'irréalisme économique et de rigidité dogmatique, menaçant l'économie mondiale.

Cette remise en cause de la politique menée par l'Europe depuis six ans, ces critiques sur la gestion calamiteuse du cas grec par les Européens sont au cœur des discussions actuelles. Ni les uns ni les autres ne veulent reconnaître qu'ils se sont trompés. L'Allemagne, moins que tout autre, qui défend encore et toujours sa ligne dure. « *Je ne pense pas que les positions des États membres de la zone euro diffèrent tellement de celle de l'Allemagne* », a déclaré Angela Merkel, niant tout isolement de Berlin.

[[lire\_aussi]]

Pourtant, alors que certains responsables européens plaident au moins pour un adoucissement de la peine imposée à la Grèce, les membres de la majorité allemande en tiennent pour l'inflexibilité. Le chef de file de la CDU au Bundestag, Volker Kauder, a adressé mardi une fin de non-recevoir. « *Nous avons des accords avec la Grèce, pas avec un gouvernement, et ces accords doivent être respectés* », a-t-il déclaré. Le ministre des finances, Wolfgang Schäuble, est sur la même ligne. Selon Reuters, un document a été préparé par l'Allemagne, recommandant la plus grande intransigeance face au gouvernement grec. « *L'Eurogroupe a besoin d'une engagement clair de la Grèce lui garantissant la complète application des*

*réformes nécessaires pour garder le programme (de sauvetage) sur les rails* », est-il écrit. Il demande que le gouvernement revienne sur toutes les mesures annoncées, telles que l'arrêt des privatisations, la hausse du salaire minimum, les embauches dans la fonction publique. En revanche, il insiste que pour les réformes sur la santé, l'éducation, les retraites, le droit du travail soient poursuivies. Pas un mot sur la lutte contre l'évasion fiscale, la fraude et la corruption, comme le souhaite Syriza. La Troïka doit, naturellement, être maintenue, selon ce document.

La BCE paraît aujourd'hui se ranger délibérément dans le camp des Allemands : il n'y a rien à négocier. L'Europe se résume-t-elle aux propos cyniques de Jean-Claude Juncker : « *Il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens* » ? Après avoir mené un coup d'État politique silencieux en novembre 2011, en interdisant à Georges Papandréou de mener un référendum et en l'obligeant à abandonner le pouvoir, est-elle prête à mener un coup d'État financier ? Moins de deux semaines après avoir été élu, Syriza se retrouve, en tout cas, devant le même ultimatum : soit il se soumet, met fin à toutes ses demandes, tirant un trait sur tous ses engagements politiques, soit il quitte la zone euro.

Lors de sa visite à Bruxelles, le président du parlement européen, Martin Schulz, a mis en garde le ministre grec des finances. « *Si la Grèce modifie unilatéralement ses engagements, les autres ne sont pas obligés d'accepter. La Grèce risque la banqueroute* », a-t-il prévenu. « *Mais nous sommes déjà en banqueroute* », lui a répliqué Yanis Varoufakis. C'est peut-être cette dimension dont les Européens n'ont pas pris la mesure et qui les amènent à jouer avec le feu : la Grèce n'a plus rien à perdre.

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Directeur éditorial** : François Bonnet

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 32 137,60€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Gérard Desportes, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel** : [contact@mediapart.fr](mailto:contact@mediapart.fr)

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie** : + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur et prestataire des services proposés** : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 32 137,60€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : [serviceabonnement@mediapart.fr](mailto:serviceabonnement@mediapart.fr). Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.